

L'action de la Caisse des Dépôts au service de la rénovation énergétique du patrimoine des collectivités



Le Grand Plan d'Investissement

Direction Régionale Grand-Est

1. Les enjeux de la rénovation du patrimoine des Collectivités
2. Le Grand Plan d'investissement 2018-2022
3. La mission confiée à la Caisse des Dépôts
4. L'accompagnement des collectivités, le déploiement du dispositif de la CDC
5. L'offre d'investissement auprès des collectivités
 - A. Le tiers-financement du dispositif intracting
 - B. Le tiers-investissement dans les Marchés de Partenariat de Performance Energétique
6. L'offre de prêt sur Fonds d'Epargne de la Caisse des Dépôts

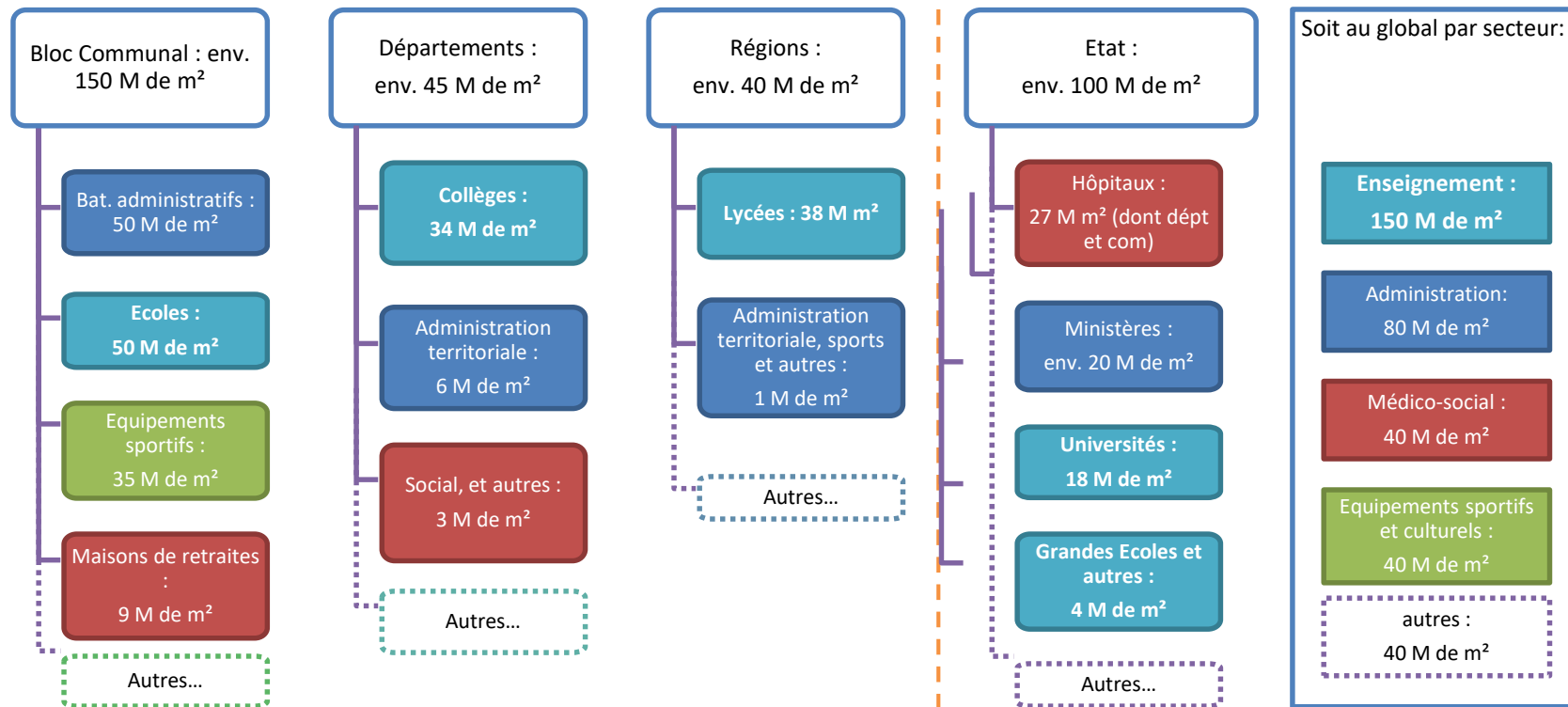


Le besoin des collectivités pour la rénovation de leur patrimoine

- ❑ **250 millions de m²**, c'est le patrimoine **bâti** des collectivités,
dont la moitié de bâtiments éducatifs,
- ❑ **76%** de la **facture énergétique**, proviennent des **Bâtiments** des communes
et 18% de l'Eclairage public,
- ❑ **2,9 Md€/an**, c'est la **facture** énergétique des collectivités,
soit 5% du budget de fonctionnement ou 50€/hab/an,
- ❑ **L'augmentation** du prix des énergies et le **vieillissement** des installations
ne peut qu'aggraver la situation,

=> Le **coût** de **l'inaction** ira croissant.

1. Les surfaces du tertiaire public : environ 350 millions de m² dont 250 millions pour les CT



3. L'intervention de la Caisse des Dépôts dans le cadre du Grand Plan d'investissement

Le Grand Plan d'Investissement et le rôle de la CDC

Le gouvernement a sollicité la CDC pour financer la rénovation thermique des bâtiments publics des collectivités.

- ✓ **2 Md€** de prêts sur **fonds d'épargne**,
- ✓ **500 M€** d'investissement en **fonds propres**.

A ces sommes, s'ajoutent 500 M€ de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (**DSIL**).

Cette offre doit favoriser des **montages innovants** et le partage de **bonnes pratiques**.

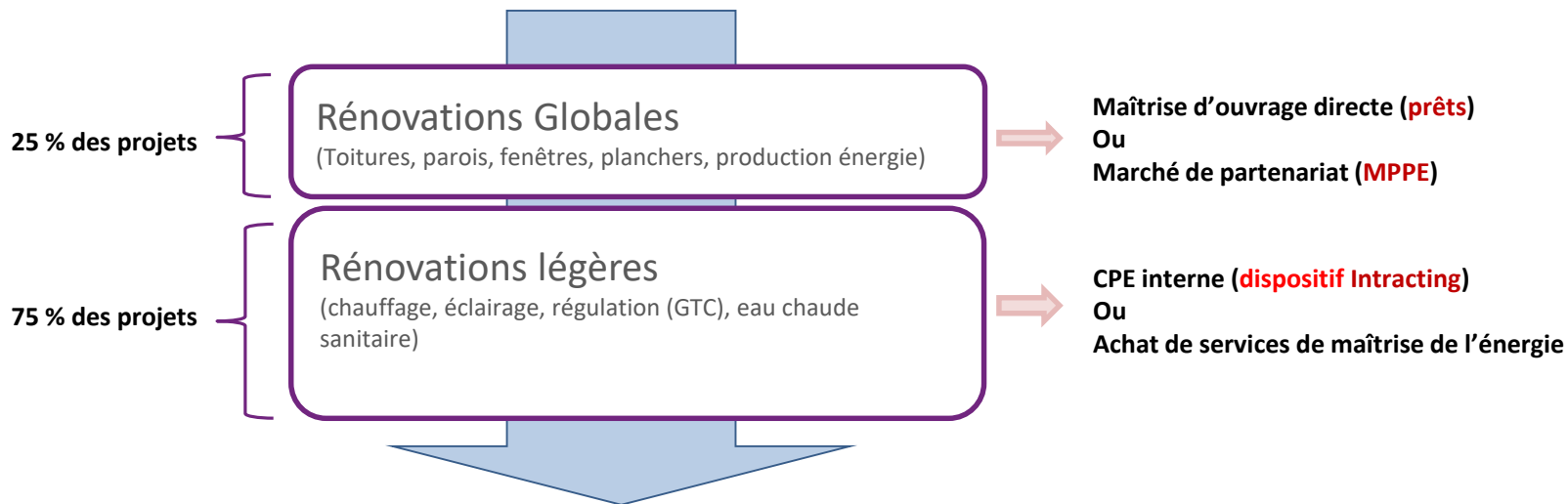
Le Grand Plan d'Investissement et le rôle de la CDC

Sans que cela ne soit limitatif, l'intervention en fonds propres de la Caisse des Dépôts se fera :

- Sous la forme d'**Avances Remboursables Intracting**,
- Par des prises de **participation** dans des « **sociétés de projet ou de services** » pour mettre en œuvre des **Marchés de Partenariat de Performance Energétique**.

Le Grand Plan d'Investissement et le rôle de la CDC

Le marché peut être abordé à travers 2 types de rénovations :

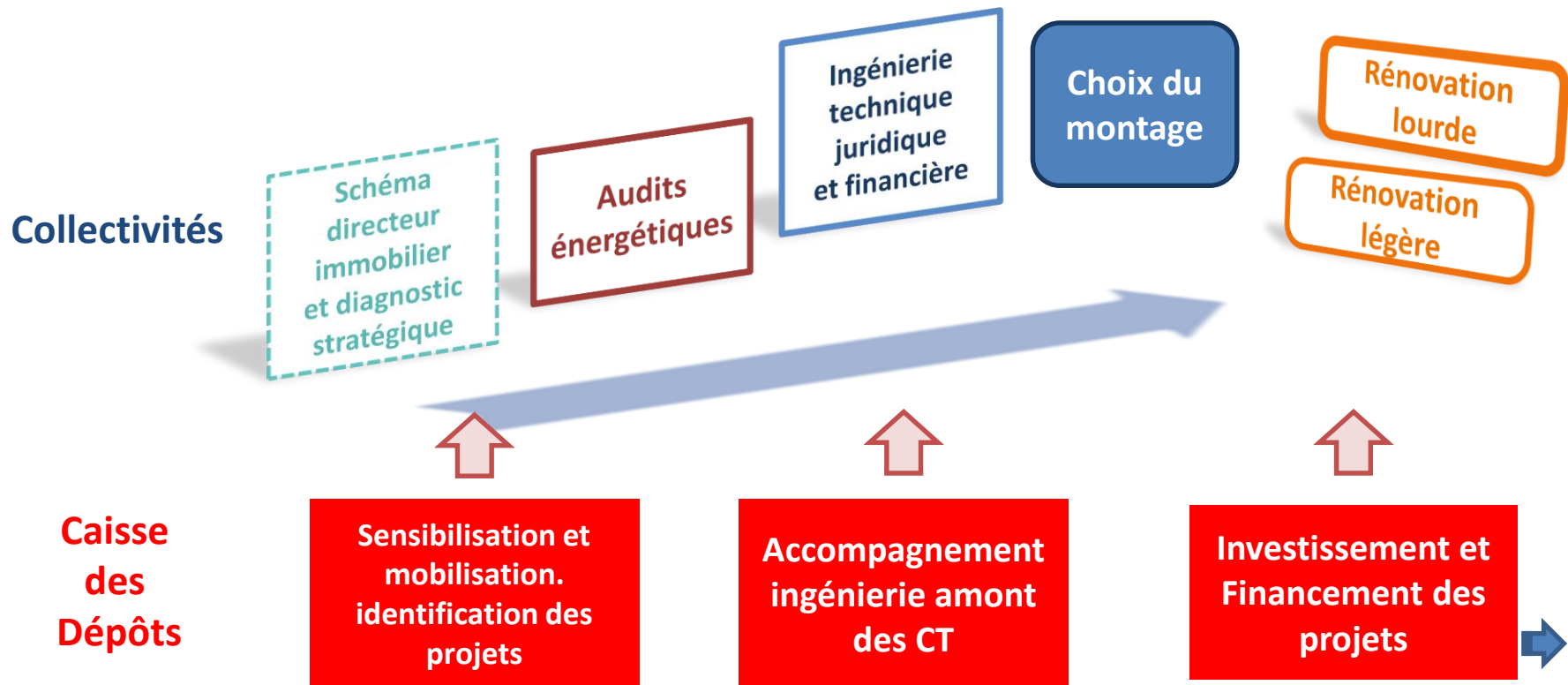


Pour les collectivités locales :

- besoin de financement ET d'expertise au montage,
- lancement et pilotage du projet

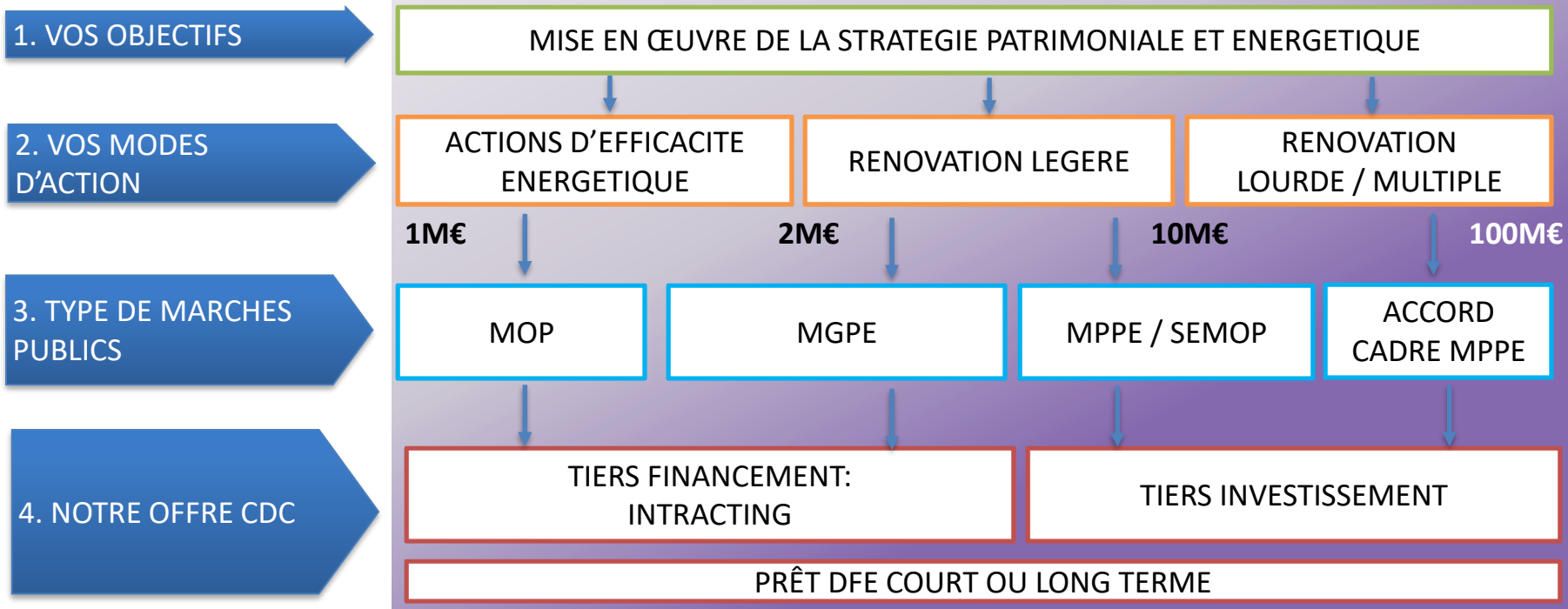
4. L'accompagnement des collectivités et le déploiement du programme

L'accompagnement de la Caisse des Dépôts pour le financement de la rénovation patrimoniale



L'offre de la Caisse des Dépôts pour le financement de la rénovation patrimoniale

En fonction de la stratégie de la collectivité, la Caisse des Dépôts accompagne les différents modes opératoires

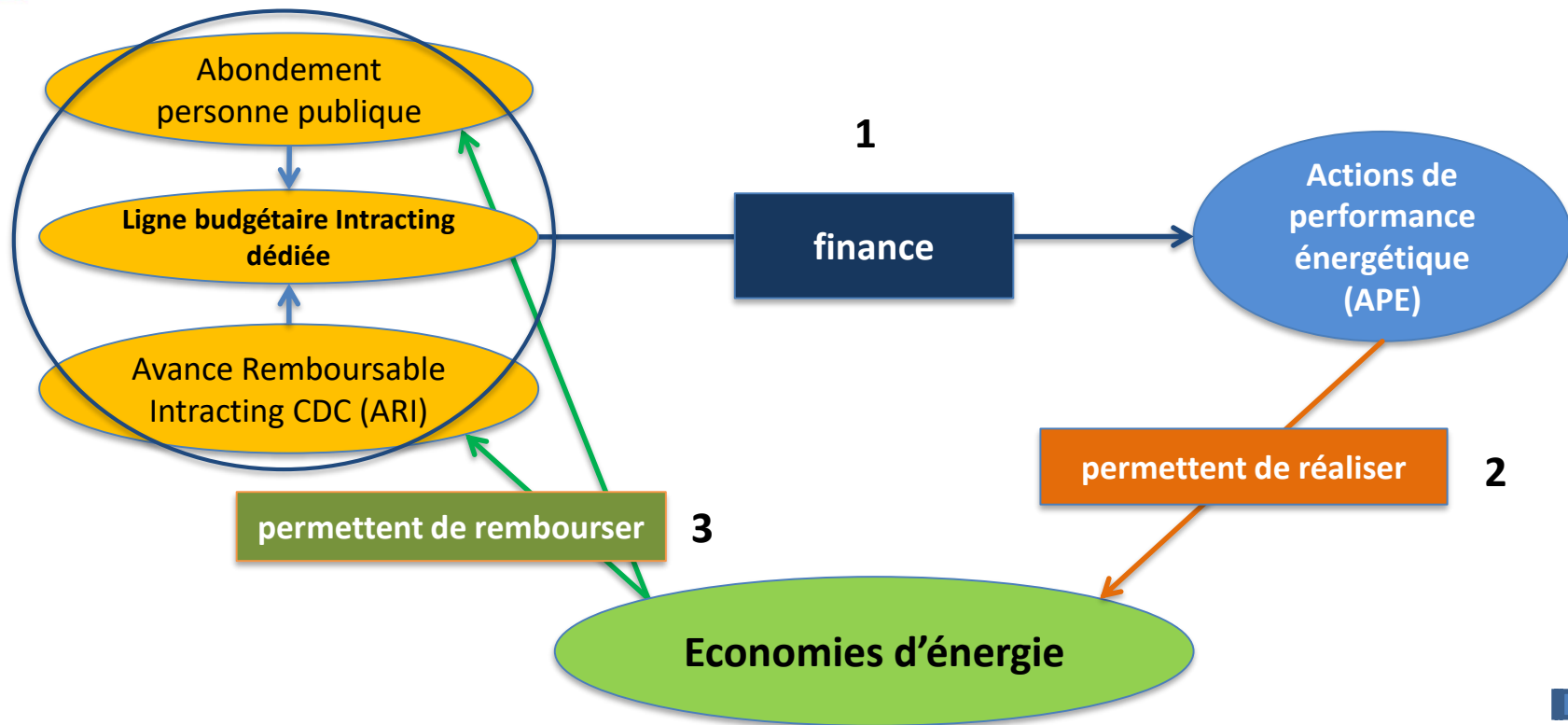


5. L'offre investisseur de la Caisse des Dépôts auprès des collectivités

L'offre investisseur de la CDC :

A.
Tiers-financeur
pour des actions à effet «immédiat»
grâce au **dispositif «intracting»**

Les 3 principaux flux financiers du dispositif intracting



Eléments fondamentaux du dispositif intracting pour le financement de l'efficacité énergétique

- ▶ Une ligne **budgétaire** est dédiée à l'**efficacité énergétique du patrimoine** est créer au sein du budget de la personne publique (fonds interne), il est abondé à parité par la CDC,
- ▶ Un audit est effectué et des **bouquets de travaux** d'efficacité énergétique est défini,
- ▶ Les travaux **d'efficacité énergétique d'équipements** sont financés sur cette ligne budgétaire,
- ▶ Ces actions ont un **temps de retour sur investissement** « **rapide** » (moins de 10 ans),
- ▶ les **économies d'énergie** réalisées sur les charges d'exploitation « **remboursent** » le budget dédié aux actions d'efficacité énergétique,
- ▶ un **dispositif de suivi des consommations** garantit la réussite du projet,
 - ✓ *Le pilotage et le suivi du programme doit être assuré par un **économe de flux** (énergéticien, energy-manager, ...).*
- ▶ Des **actions de sensibilisation**

Exemples de bouquets de travaux

Les travaux portent essentiellement sur des équipements et des systèmes :

► **Chauffage, Ventilation, Climatisation, Rafraichissement**

- Installation de circulateurs haut rendement et pompes à débit variable
- Changement de chaudière
- Réhabilitation de sous-stations de chauffage
- Pose de têtes thermostatiques sur les radiateurs
- Dispositifs de modulation débits d'air neuf sur le CTA
- Installation de CTA double flux avec récupération d'énergie

► **Electricité**

- Renouvellement de sources lumineuses obsolètes

► **Pilotage et régulation**

- Régulation des équipements de chaleur
- Pose d'horloge sur les systèmes d'extractions
- GTB-GTC

► **Eau**

- Vannes de sectorisation sur réseau AEP
- Dispositifs hydro-économes simples

► **Eclairage public, ...**

La participation de la CDC à la démarche intracting

En fonction du bouquet de travaux, le montant pour la constitution de la **ligne budgétaire dédiée** est compris **entre 1 et 5 M€**.

Avec une participation sur fonds propres de la CDC à 50% maximum, par le biais d'une avance remboursable.

L'abondement est effectué selon le planning opérationnel et budgétaire

- ▶ La CDC libère les sommes en 2 étapes pour simplifier la procédure,
- ▶ La personne publique engage son budget annuellement en fonction du planning de travaux et des besoins de trésorerie.

L'avance remboursable sur fonds propres de la CDC rémunérée à un taux fixe de 2%.

Un suivi et un pilotage financier et comptable renforcé

- ▶ Une « **ligne budgétaire** » pilotée par la personne publique **dédiée** au financement des travaux d'efficacité énergétique du projet,
- ▶ Une **sanctuarisation des « non dépenses »** de fonctionnement induites par les économies d'énergies **dans la ligne budgétaire** dédiée.

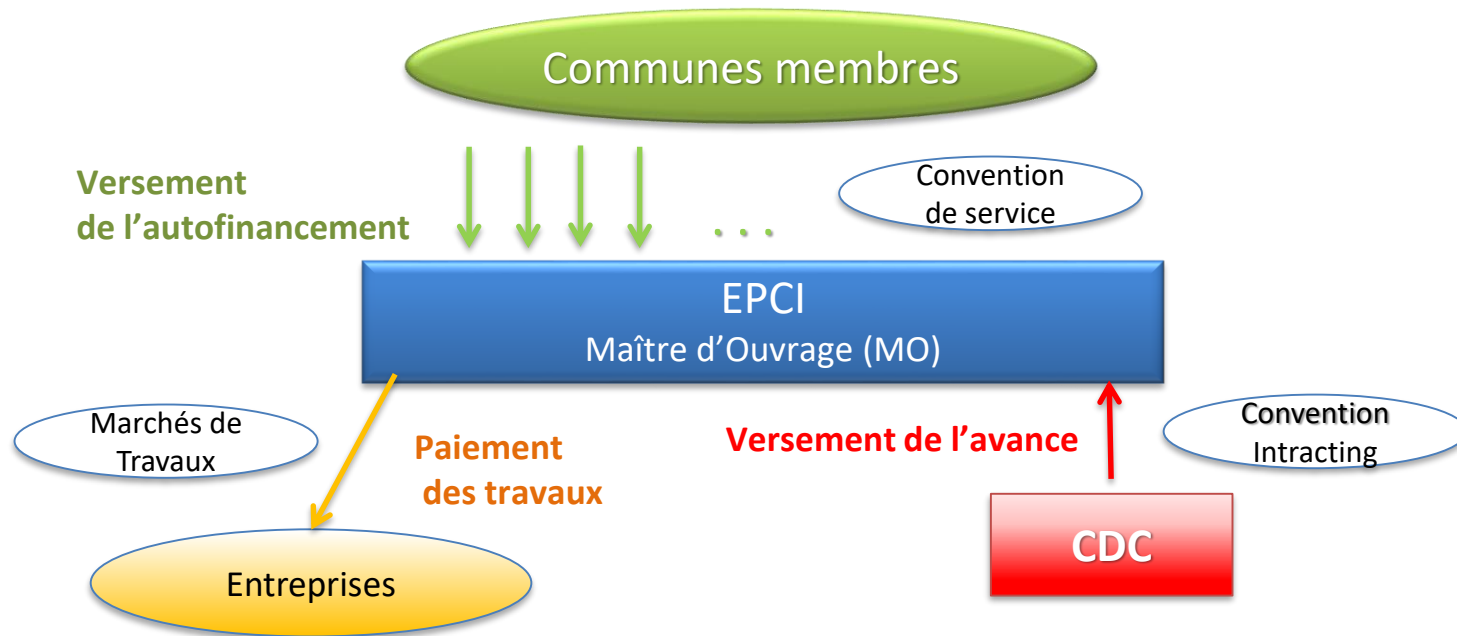
Ce dispositif introduit une logique de ***coût global*** dans l'élaboration de projets mettant en relation les ***budgets d'investissement et de fonctionnement***.

Comment massifier ?

Proposer aux EPCI* un dispositif intracting
intercommunal

** dont les syndicats d'énergie*

Schémas d'intervention en Phase Réalisation



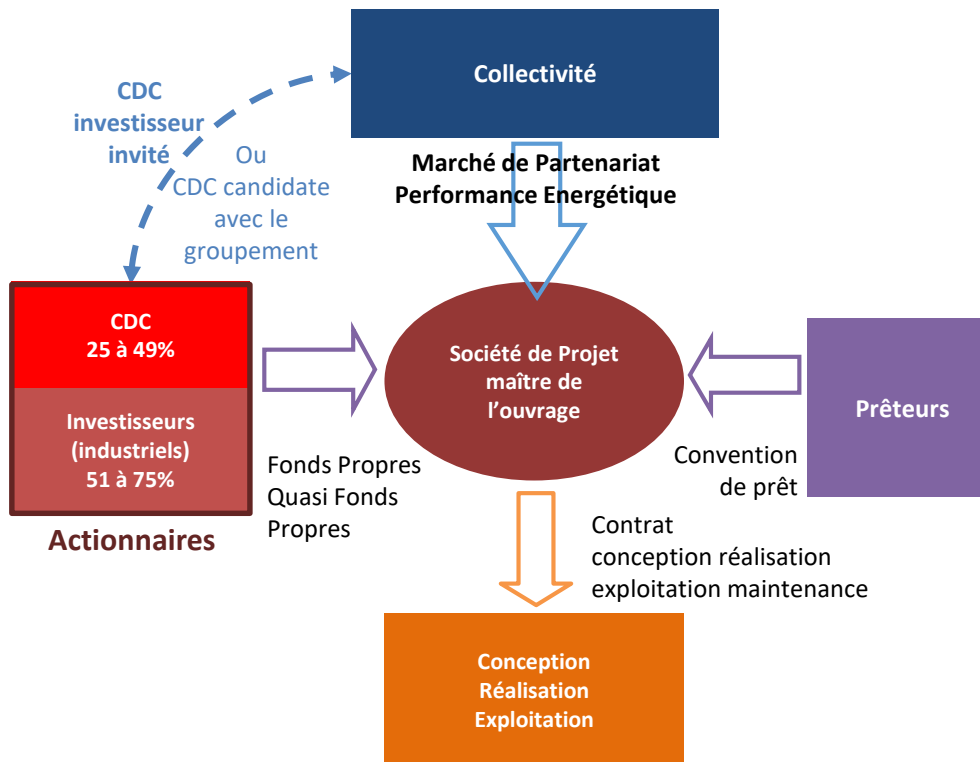
L'offre investisseur de la CDC :

B.
Tiers-investissement
dans un
Marché de partenariat de performance énergétique

Procédure de dévolution d'un marché de partenariat

- Les MPPE sont possibles à partir d'un **montant minimum de 2 M€ HT**
- Les MPPE sont dévolus selon une **procédure de dialogue compétitif**
*NB: le dialogue compétitif permet à l'adjudicateur de **définir ou développer des solutions du programme** avec les candidats admis à concourir.*
- Le recours au marché de partenariat nécessite :
 - une **Evaluation du Mode de Réalisation du Projet (EMRP)** soumise à un avis de **Fin-Infra** (ex MaPPP),
 - une étude de **soutenabilité budgétaire** soumise à l'avis de la **DGFIP**.

Montage du Marché de Partenariat de Performance Energétique



- Les Industriels-investisseurs majoritaires.
- La **CDC** intervient comme **tiers-investisseur minoritaire** dans les projets, **garante de l'intérêt général**.
- La CDC peut intervenir comme prêteur.

CDC, actionnaire minoritaire, mais invité (rendu possible par l'art.80 de l'ordonnance de 2015).

Spécificités du marché de partenariat de performance énergétique

- ✓ **Garanties de résultats**, de **prix** et de **délais**,
 - ✓ **Externalisation des relations** entre les différents intermédiaires privés,
 - ✓ **Transfert de la responsabilité de l'ouvrage** (fonctionnement, coûts d'exploitation, assurances).
-
- La durée du marché de partenariat peut s'étendre **d'environ 15 à 25ans**,

Avantages du MPPE

- ✓ **L'étalement** dans le temps de l'ensemble des **charges d'investissement**, soit une forme de paiement différé,
- ✓ La **sanctuarisation** de l'**entretien-maintenance** et des investissements de **Gros-Entretien-Renouvellement**
 - ✓ *In fine, remise d'un ouvrage en état « conforme » (équipements et ouvrages « en bon état d'entretien et de fonctionnement », garantissant la performance),*

*La prise en compte du **GER** dans le montage financier de l'opération évite que l'entretien du patrimoine soit une variable d'ajustement budgétaire.*

*Le coût global d'un bâtiment sur son cycle de vie est de **25% investissement + 75% exploitation-entretien-maintenance***

La position de la CDC comme investisseur invité renforce la prise en compte de l'intérêt général.



- ✓ La CDC, en sa qualité d'**organisme public**, peut intervenir à la demande de la collectivité **en amont de la mise en concurrence**, comme investisseur « invité », avant le choix du candidat.

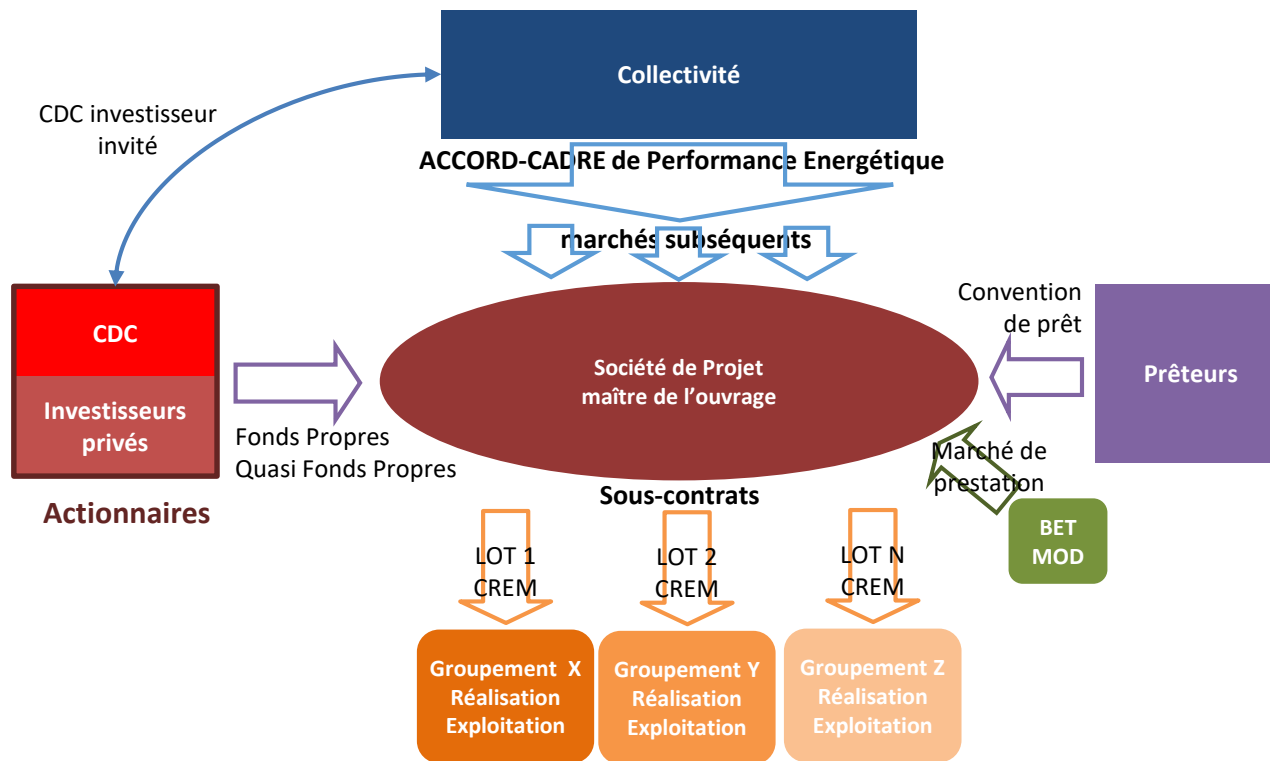
Ce mode d'intervention sera privilégié.

Elle peut aussi répondre associée à un groupement candidat à une mise en concurrence organisée par un maître d'ouvrage public.

Des montages particuliers :

Accord-cadre de Marché de Partenariat de Performance Energétique

Accord-cadre de Marché de Partenariat schéma simplifié



Les acteurs publics ont désormais également la possibilité de conclure « **un accord-cadre de partenariat** » (art.4 de l'ordonnance).

Cela permet d'« industrialiser », d'accélérer et de simplifier la mise en œuvre de projets

Le dispositif envisageable fonctionne **en 2 temps** :

1. **La sélection du ou des l'attributaire(s)** de l'accord cadre sur des critères de capacité
2. La signature puis mise en œuvre des **marchés subséquents** sur une chose et prix arrêtés.

6. L'offre de prêt sur Fonds d'Epargne de la Caisse des Dépôts

Offre sur fonds d'Epargne à destination du secteur public local

Offre en cours de définition, néanmoins quelques éléments à ce stade sur la reconduction du Prêt Croissance Verte:

- ✓ Durée allongée (25 à 40 ans)
- ✓ Taux Livret A + 0,75 %
- ✓ Renforcement des critères d'efficacité énergétique requis pour bénéficier du financement.

Merci de votre attention

